

# Après un an, les syndicats ne sont pas résignés

**M**  
1 AN DU  
GOUVERNEMENT  
MICHEL

**Les syndicats sont prêts pour la manifestation de mercredi. Ils affirment que ce n'est qu'un début.**

**ANAÏS SORÉE**

Les syndicats ont aussi décidé de célébrer l'anniversaire du gouvernement Michel, à leur façon... Mercredi 7 octobre, une manifestation nationale est organisée en front commun. «*Depuis un an, les mesures du gouvernement ne touchent que les travailleurs, les pensionnés, les personnes qui ont besoin d'une allocation pour vivre et les jeunes*», dénonce Marc Goblet, secrétaire général de la FGTB. «*Mon plus grand regret depuis un an, ajoute son homologue à la CSC, Marie-Hélène Ska, c'est que le gouvernement a pris des mesures de régression sociale qui ont*

*touché le monde du travail mais qu'il refuse de toucher aux dividendes ou aux plus-values*», dénonce-t-elle.

Les syndicats réclament une fiscalité plus juste. Ils demandent au gouvernement de prendre en compte leurs propositions. «*Depuis un an, à chaque fois, le gouvernement a modifié les accords qu'on avait obtenus entre partenaires sociaux. Ce n'est déjà pas facile d'avoir un accord avec les employeurs mais si en plus le gouvernement ne l'accepte pas, cela ne va pas*», soupire Marie-Hélène Ska.

Elle affirme cependant que les syndicats ne veulent pas se positionner en victimes mais en acteurs du changement. «*On veut mettre en avant des alternatives*», confirme Marc Goblet. Le syndicaliste évoque notamment la diminution collective du temps de travail. «*Il ne faut pas voir cette proposition de manière dogmatique*, ajoute Marie-Hélène Ska. *Ce que nous disons, c'est qu'en voulant allonger les carrières, le gouvernement doit aussi réfléchir à la façon d'assouplir les fins de carrière. Il ne s'agit donc pas de diminuer*

*le temps de travail de manière linéaire*», nuance-t-elle.

## **Pouvoir de mobilisation**

Reste à voir si le gouvernement entendra la proposition. «*Si on fait des actions, c'est pour que ça bouge*», dit Marc Goblet. Ni lui ni Marie-Hélène Ska n'osent donner une estimation quant au nombre de participants à la manifestation. Craignent-ils que les Belges se soient résignés? «*Il y a un risque de résignation. Depuis le début, on sait que le combat sera long et qu'il va falloir travailler sur la durée. On doit rester mobilisés. Cette mobilisation pourra aussi prendre d'autres formes que la manifestation*», indique Marie-Hélène Ska. D'autres actions ne sont donc pas à exclure.

**«Il y a un risque de résignation. Mais on sait que le combat sera long. On doit rester mobilisés.»**

**MARIE-HÉLÈNE SKA**  
CSC

## **EN PRATIQUE**

### **NOUVEAU PARCOURS POUR LES MANIFESTANTS**

Ce mercredi 7 octobre, les manifestants devront emprunter un autre parcours qu'habituellement. Le piétonnier ne leur permet plus de passer par le boulevard Anspach. Le rassemblement aura lieu à 11 heures sur la Place Rogier. Ensuite, les manifestants emprunteront le boulevard du Jardin Botanique, passeront près du SPF Finances avant de prendre le boulevard de l'Empereur. L'arrivée est pré-

vue à la gare du midi. **Des perturbations sont donc à prévoir** pour les automobilistes de la capitale. **La Stib** a également prévenu que son réseau de transports en commun serait dérangé. **À la SNCB**, des grèves tournantes ont été annoncées à partir du vendredi **9 octobre**. «*Ce n'est qu'un début*», a déclaré Marc Goblet, secrétaire général de la FGTB.

#### **TRAJET DE LA MANIFESTATION**



## BILLET POLITIQUE

Benoît  
Mathieu

# De l'art difficile d'annoncer des «bonnes nouvelles»

**O**n vous l'accorde: le coup de la boule de cristal, c'est plutôt casse-gueule. N'empêche, c'est tentant aussi; on ne résiste donc pas à la tentation.

La semaine qui vient s'annonce chaude sur le front social, avec une manifestation nationale le 7 octobre, pile poil pour souffler la première bougie du gouvernement fédéral. Quitte à se planter, on dirait bien ceci: il y a peu de chance que cette grogne le fasse plier ou chanceler. Il n'y a aucune raison. À peine sorti de l'œuf, Michel I est sorti indemne des manifestations et grèves tournantes dans tous les sens de la fin 2014. Alors qu'il y avait du lourd dans la balance: saut d'index et coupes budgétaires à tous les étages, notamment. On ne voudrait pas avoir l'air de critiquer, mais cette fois-ci, le programme syndical est, au choix, plus léger ou moins compréhensible: un an de règne, la hausse de la TVA sur l'électricité et un *tax shift* auquel personne ne pige encore rien. On a vu plus mobilisateur.

Cela dit, ce n'est pas pour ça que la semaine de Charles Michel sera de tout repos. Fini les *selfies* avec James Bond! Le Premier doit boucler un budget – ça, ça devrait aller – et concrétiser sa réforme fiscale. Il a promis de revaloriser de cent euros par mois les bas salaires: comment? De faire baisser les

charges patronales de 33% à 25%: comment? De taxer la spéculation: comment? A priori, pour Monsieur Tout-le-Monde, cela devrait rentrer dans la case «bonne nouvelles». Les spéculateurs sont mis à contribution et la fiscalité sur le travail est revue à la baisse. Même si la première mesure est essentiellement symbolique et que la seconde ne va pas assez loin.

### Les frais forfaitaires, vous vous en souvenez?

Le hic, c'est que les rares bonnes nouvelles annoncées jusqu'ici par le gouvernement ont été inaudibles. Quelqu'un se souvient-il s'être réjoui de la hausse des frais forfaitaires déductibles? Non: elle a été noyée dans le bruit généré par le saut d'index.

Charles Michel devra donc finasser s'il ne veut pas que sa communication positive ne soit à nouveau parasitée. Prenez cette histoire des cent euros de pouvoir d'achat: si le gouvernement chipote à la fiscalité des personnes physiques, il y a de grandes chances que cela impacte les Régions. La Flandre ne dira rien – elle est plus que représentée à l'échelon fédéral. Par contre, si elles se sentent flouées, Wallonie et Bruxelles ne se priveront pas de montrer les dents, comme elles l'ont déjà fait par le passé – à raison, encore bien. «*Le Fédéral fait sa réforme sur le dos des Régions*»: voilà

le genre de critiques qui risque un brin de gâcher la fête. On a voulu un État fédéral, alors autant l'assumer: les Régions devraient être associées à cette discussion.

Même danger potentiel autour de la baisse des cotisations patronales. Certains louent la mesure, d'autres la critiquent; la question n'est pas là. Ce qui est indiscutable, par contre, c'est que moins de cotisations rime avec moins de recettes pour la sécurité sociale. Et que le rôle de la Sécu n'est pas de financer les coups de pouce donnés à la compétitivité du pays. Il serait donc bon de songer à une compensation budgétaire ou à un financement alternatif. Si rien n'est prévu, on entend déjà les slogans claquer: «*Michel fait des cadeaux aux patrons en détricotant la Sécu*». Là aussi, de quoi plomber légèrement l'ambiance.

Autrement dit: ce n'est pas parce que les braises de la contestation sont faiblardes qu'il faut souffler dessus. À moins d'avoir un penchant pyromane et un faible pour les braseros.

**Autrement dit, ce n'est pas parce que les braises de la contestation sont faiblardes qu'il faut souffler dessus.**